



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEL VEGA

Patinoire de Mériadeck
95 Cours du Mal Juin
33000 Bordeaux

Références : 2025-443
Code AIOT : 0005206754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement AXEL VEGA implanté Patinoire de Mériadeck 95, Cours du Mal Juin 33000 Bordeaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales, il a été imposé à la société AXEL VEGA la mise en place d'actions complémentaires pour sécuriser les installations classées : la mise place d'un périmètre d'éloignement, une interdiction d'accès étant donné les risques d'exposition aux légionelles pour le public, la mise en œuvre des recommandations de l'analyse des risques de l'inspection ainsi que la réalisation d'une étude technico-économique pour le remplacement de ces installations.

L'inspection inopinée avait pour l'objectif de vérifier la mise en œuvre des mesures de sécurisation

des installations: la mise place d'un périmètre d'éloignement et une interdiction d'accès étant donné les risques d'exposition aux légionelles pour le public.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEL VEGA
- Patinoire de Mériadeck 95, Cours du Mal Juin 33000 Bordeaux
- Code AIOT : 0005206754
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEL VEGA (Patinoire de Bordeaux) située 95, Cours Maréchal Juin, 33000 Bordeaux est équipée de deux tours aéroréfrigérantes d'une puissance totale de 840 kW (2 x 420 kW). Cette installation a été mise en service en 1999.

Les tours aéroréfrigérantes sont partiellement enterrées et le haut des tours débouche sur un espace public à fort passage piéton et véhicules. La dispersion de ces rejets se fait au niveau de l'espace public et non pas en hauteur. En outre, un commissariat de police, des arrêts de tram et des habitations sont à proximité immédiate des tours (dans les 50 - 100 mètres).

Par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales, il a été imposé à la société AXEL VEGA la mise en place d'actions complémentaires pour sécuriser les installations classées : la mise place d'un périmètre d'éloignement, une interdiction d'accès étant donné les risques d'exposition aux légionelles pour le public, la mise en oeuvre des recommandations de l'analyse des risques de l'inspection ainsi que la réalisation d'une étude technico-économique pour le remplacement de ces installations.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Distance d'éloignement du public	AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Mise en œuvre des préconisations de l'analyse de risques des installations	AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Etude technico économique et plan d'action	AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée a mis en évidence l'absence de sécurisation des tours aéroréfrigérantes et par conséquent le non respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 17/03/2025.

Il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société AXEL VEGA. L'exploitant dispose de 15 j pour faire part de son avis sur ce projet d'arrêté (PJ).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distance d'éloignement du public

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, distance d'éloignement
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les dispositions nécessaires afin de tenir le public éloigné de ses installations a minima sur un périmètre de 6 mètres autour des tours aéroréfrigérantes à l'exception de zones de passage limitées rue Sourdis où cette distance peut être réduite à 4 mètres. Ces dispositions doivent empêcher le public d'approcher physiquement des tours aéroréfrigérantes et/ou de rester dans un état stationnaire à proximité des tours. Des panneaux, en bordure du périmètre des 6 mètres et en tant que besoin, sont placés afin de prévenir le public de l'interdiction d'accès à ce périmètre de l'installation.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de mesure empêchant le public d'approcher physiquement des tours aéroréfrigérantes et/ou de rester dans un état stationnaire à proximité des tours. De même, aucun panneau de signalisation de l'interdiction d'accès dans le périmètre défini à l'article 2 n'est installé. cf. planche photographique L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur l'absence de dispositif d'éloignement du public. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de son avis. Il est rappelé que les tours aéroréfrigérantes constituent une des principales sources de dissémination dans l'atmosphère de légionelles, bactéries dangereuses pour l'homme lorsqu'elles sont inhalées sous forme d'aérosol. L'implantation des tours aéroréfrigérantes de la patinoire, dans l'espace public, à proximité immédiate des arrêts du tram A, du commissariat de police et sur un boulevard à fort passage présente un risque sanitaire notable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 15 jours, l'exploitant met en place autour de ces installations les mesures d'éloignement et d'information du public décrites à l'article 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Mise en œuvre des préconisations de l'analyse de risques des installations

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, préconisations analyses risques des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre, dans un délai maximal de 3 mois après notification du présent arrêté, les recommandations figurant dans l'AMR du 19 décembre 2023 notamment la problématique en lien avec la stagnation de l'eau dans certaines zones. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bilan des actions réalisées sur la base des recommandations de l'AMR.
Constats : Les échéances d'application de cet article ne sont pas échues. Toutefois, au regard des risques potentiels des installations, il vous convient de réaliser les travaux dans les délais prévus dans l'arrêté du 17/03/2025
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Au plus tard le 17 juin 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bilan des actions réalisées sur la base des recommandations de l'AMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Etude technico économique et plan d'action

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 17/03/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, étude technico-économique
Prescription contrôlée : Dans un délai de 5 mois, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique examinant : - la mise en œuvre d'un système tel que les rejets atmosphériques de ses tours aéroréfrigérantes soient réalisés à une hauteur garantissant la bonne dispersion des rejets et l'absence de risque sanitaire et ce sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de

<p>l'environnement,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la substitution des tours aéroréfrigérantes en place par une technologie de refroidissement des effluents ne présentant pas de risques de dispersion de Legionella pneumophila. <p>L'exploitant propose en conclusion de cette étude technico-économique un plan d'action des travaux d'amélioration à engager ainsi que leurs échéances de réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les échéances d'application de cet article ne sont pas échues. Toutefois, au regard des risques potentiels des installations, il vous convient d'avancer les réflexions sur l'arrêt et/ou la substitution par une autre technologie de ces installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au plus tard le 17 août 2025, l'exploitant transmet à l'inspection l'étude technico-économique imposée à l'article 5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>